

À PROPOS DU RETRAIT DE BP

Le ministre dément

Le ministre de l'Energie et des Mines a démenti jeudi dernier le retrait de la compagnie pétrolière British Petroleum (BP) d'Algérie

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En visite d'inspection à Tissemsilt, Youcef Yousfi a réfuté les informations évoquant le retrait de cette compagnie, affirmant «nous sommes en contact permanent avec toutes les compagnies». Le ministre de l'Energie affirme même sa satisfaction quant aux

relations avec les partenaires. Et cela bien que M. Yousfi ait déclaré que le groupe Sonatrach donnera plus de clarifications aux compagnies mondiales concernant la nouvelle loi sur les hydrocarbures, surtout quant aux conditions de partenariat. Une assertion ministérielle qu'une source proche du dossier,

citée jeudi par Algérie presse services, a confortée en indiquant que le groupe pétrolier britannique n'a pas saisi officiellement son partenaire algérien de sa décision de reporter deux projets gaziers à In Aménas et In Salah. «Officiellement pour nous, BP n'a rien reporté, car ils ne nous ont rien notifié (...) ce qu'ils ont demandé officiellement, c'est l'amélioration des conditions de sécurité. C'est ce que nous avons fait et c'est ce que nous conti-

nuons à faire», a déclaré cette source.

Début mai, le P-dg de BP, Robert Dudley, avait déclaré à des analystes que «des progrès importants ont été réalisés sur nos projets qui vont démarrer en 2014, même si le calendrier de nos projets à In Salah et In Aménas en Algérie est en cours de réévaluation, suite à l'incident tragique d'In Aménas en janvier».

BP conditionne ses investissements

Selon la même source, BP a effectivement exigé à Sonatrach «des conditions de sécurité performantes» pour poursuivre ses investissements dans les délais impartis. «Ils ont effectivement dit que si les conditions de sécurité ne s'amélioreraient pas fondamentalement, nous pourrions retarder certains investissements», a-t-on rapporté de même source.

Sonatrach a répondu à son partenaire britannique que la sécurité des sites pétroliers et gaziers en Algérie a été considérablement améliorée. «Nous avons dit à notre partenaire qu'aujourd'hui nous avons des conditions de sécurité optimales. La preuve, on a beau-

coup de sociétés qui sont retournées travailler en Algérie», après l'attaque terroriste de Tiguentourine.

Interrogé sur la condition de BP d'assurer elle-même la sécurité de ses sites en faisant appel à des sociétés de gardiennage étrangères, la même source a été catégorique en indiquant que l'Algérie ne pouvait accepter une condition touchant à sa propre souveraineté. «Nous sommes favorables à toute idée qui ne pourrait pas toucher à notre souveraineté. Mais, d'un autre côté, nous sommes conscients qu'il faut améliorer les conditions de sécurité de manière à préserver les vies humaines quelles qu'elles soient», a-t-elle dit.

Selon une source responsable à BP, citée par des agences de presse, le groupe britannique «cherchait en effet un deal pour obtenir de nouveaux avantages du gouvernement algérien, évoquant l'augmentation de ses dépenses avec la hausse des primes d'assurance de ses employés», après l'attaque de Tiguentourine. La même source a éludé cette question en répondant qu'«il n'y a pas de raison pour reporter les échéances» des projets.

C. B.

BASSE DE PRODUCTION DES HYDROCARBURES

Yousfi rassure mais...

La baisse de la production d'hydrocarbures algériens à l'horizon 2018, prévue par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), ne semble pas susciter de forte inquiétude auprès du ministre de l'Energie et des Mines.

Certes, Youcef Yousfi reconnaît qu'il est «normal» que la production des puits de pétrole et de gaz en exercice depuis plus de 50 ans soit en baisse. Comme le ministre de l'Energie relève que beaucoup de pays européens sont confrontés actuellement à une crise financière et économique, ce qui peut conduire à une baisse des prix des hydrocarbures, soulignant qu'il faut être prudent en assurant une couverture énergétique à long terme.

Néanmoins, Youcef Yousfi se veut rassurant, en indiquant que la production des hydrocarbures connaîtra une hausse en 2013 en Algérie. Hôte de Tissemsilt, le

ministre de l'Energie observe que la production des hydrocarbures est «bonne» et ne connaîtra aucune baisse en 2013, mais bien au contraire, une hausse par rapport à l'année dernière, à la faveur de l'entrée en exploitation de plusieurs puits de pétrole et de gaz découverts ces dernières années.

M. Yousfi a ajouté que le ministère de l'Energie et des Mines a enregistré, l'an dernier, la découverte de 31 gisements de pétrole et de gaz qui entreront en phase de production dans les deux ou trois années prochaines.

Le ministre a indiqué, en outre, que son département ministériel a pris des mesures pour renforcer le forage à travers tout le pays, afin de pouvoir augmenter la production du pétrole et du gaz dans les prochaines années.

C. B.

LANCEMENT DE LA 3G

Comment Benhamadi justifie encore le retard

«Je ne peux avancer de date.» C'est ce que le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (PTIC) a déclaré jeudi à propos du lancement de la téléphonie mobile de 3^e génération.

Hôte du Cyberparc de Sidi Abdallah (Zéralda), espace consacré à la célébration par l'Algérie de la Journée mondiale des télécommunications et de la Société de l'information,

Moussa Benhamadi s'est refusé à avancer un échéancier précis. Annoncé à la fin mars dernier, le lancement de la 3G connaîtra un autre retard, confirme assurément le ministre des PTIC. «La programmation (du lancement de la 3G) n'a pas été respectée, dira Moussa Benhamadi, tout en affirmant que «la volonté existe pour introduire la 3G et la 3G+».

Néanmoins, le ministre des PTIC justifie ce retard par l'existence d'«un dossier national», évoquant tacitement la cession de l'opérateur de téléphonie mobile Djazzy. Selon Moussa Benhamadi, aucune date ne peut être donnée

tant que ce dossier «national» n'a pas été réglé. Certes, «chaque Algérien doit se sentir concerné par ce dossier. Les Algériens doivent être solidaires», affirme le ministre.

Toutefois, il s'est refusé à faire endosser la responsabilité de ce retard au ministère des Finances, hostile aux supputations médiatiques évoquant l'existence d'un désaccord avec le département de Karim Djoudi. «Il n'y a aucun problème. Je n'ai jamais accusé le ministre des Finances», affirme Moussa Benhamadi, soucieux d'une bonne interprétation de ses propos. De même que le ministre de la Poste et des TIC

a récusé toute divergence avec l'autorité de régulation sectorielle. «Tout ce qui se dit autour (des rapports entre son département et l'ARPT) est infondé», laisse entendre M. Benhamadi. «C'est un débat qui ne nous concerne pas», relève-t-il en se prévalant du fait que «la loi est claire» et en réfutant la possibilité de tout conflit d'intérêt. Par ailleurs, le ministre des PTIC a indiqué qu'une filiale du groupe public Algérie Télécom sera dédiée au développement de la technologie LTE (Long terme évolution) dans le domaine de la téléphonie fixe.

C. B.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Les TIC à la rescousse

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent contribuer à l'amélioration de la sécurité routière.

Hôtes jeudi dernier du Cyberparc de Sidi Abdallah (Zéralda), les ministres des Transports et de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication qui ont co-présidé la cérémonie officielle de célébration de la Journée mondiale des télécommunications, ont évoqué diverses mesures allant dans ce sens.

Il s'agit ainsi de la quasi-finalisation de l'arsenal législatif et réglementaire relatif à la prévention contre les accidents de la route, Amar Tou insistant néanmoins sur la nécessité d'une

collaboration des services de sécurité et de la Protection civile et soucieux d'une réduction continue de la mortalité (baisse de 6% du nombre de décès durant le 1^{er} trimestre 2013).

Outre l'octroi prochain d'une enveloppe de 140 milliards de dinars pour la modernisation du réseau national de communications, Moussa Benhamadi évoque, quant à lui, des aides aux porteurs de projets dédiés à la prévention routière. Comme il s'agit de sensibiliser les conducteurs sur l'utilisation responsable des TIC, promouvoir les normes et dispositifs technologiques dits intelligents en matière de conduite automobile, sécurité à bord des véhicules, transports, localisation, maintenance, gestion des incidents, régulation et contrôle du trafic

routier... Amar Tou a rappelé dans ce contexte l'installation réglementée des chronotachygraphes (appareils de mesure de la vitesse, temps de repos et de conduite) à bord des véhicules de transport de marchandises et de voyageurs. En outre, le ministre des Transports indique que le projet de création d'un centre de régulation du trafic (à Alger) avance bien.

De son côté, Moussa Benhamadi indique que le développement de la radio-identification est en bonne voie, une réglementation étant en cours d'élaboration concernant l'importation d'équipements (soumise à une autorisation de l'Agence nationale des fréquences) et la fabrication (liée à une autorisation intersectorielle).

C. B.

Benhamadi réfute toute privatisation de la Poste

«La Poste ne sera jamais privatisée», a affirmé jeudi dernier le ministre de tutelle, dans un entretien accordé à l'agence Algérie presse services.

Tout en indiquant que l'Etat consacre des milliards de dinars pour son développement, Moussa Benhamadi assure qu'il «n'y a qu'Algérie Poste qui est à même d'assurer le service public», en ouvrant des bureaux de poste partout en Algérie, y compris dans les zones enclavées. Et cela même si l'opérateur postal «continue de travailler à perte pour assurer le service public, partout et pour tous», note-t-il.

M. Benhamadi a indiqué qu'en plus de la mission dévolue à cet établissement public, il est prévu le lancement du projet de création d'une banque postale et d'épargne pour sou-

tenir les «petits revenus» et les «petits crédits». «Il ne s'agit pas d'ouvrir de nouvelles agences postales, mais de créer une activité de la banque postale», a-t-il dit, expliquant que ce sera une «banque citoyenne de proximité».

Il a ajouté que l'objectif de la banque postale consiste notamment «à collecter le maximum de fonds dans la perspective de la mise en place d'un système d'épargne très fort influant sur l'inflation». «La banque postale, qui consolidera davantage la mission de service public, n'aura pas pour but de faire du profit, mais d'aller vers l'équilibre des charges et des dépenses, tout en assurant un service de qualité», précise Moussa Benhamadi.

Pas de problème de liquidités

D'autre part, le ministre du secteur a assuré que le problème de liquidités ne se pose-

ra pas durant le mois de Ramadan au niveau des 3 500 bureaux de poste. «Nous coordonnons avec la Banque d'Algérie pour qu'il n'y ait pas de manque ni de rupture de billets de banque dans les bureaux de poste durant le mois de Ramadan, qui enregistre une demande accrue de liquidités», souligne Moussa Benhamadi.

Selon le ministre, les banques ne seront plus obligées de payer la taxe de dépôt d'argent à Algérie Poste «pour les encourager à jouer le rôle de collecteur de billets de banque».

Comme il a indiqué que, d'ici au mois de Ramadan, 200 bureaux de poste seront dotés de distributeurs automatiques de billets de banque, qui viennent ainsi s'ajouter aux 750 autres déjà opérationnels à travers le territoire national.

C. B.

MALGRÉ LES LENTEURS

DE CONNEXION

L'Algérie compte

11 millions d'internautes, selon Benhamadi

L'Algérie compte 11 millions d'utilisateurs de l'internet haut débit et via le mobile, selon le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication.

Cité par l'agence nationale de presse, Moussa Benhamadi indique que le nombre global d'abonnés à l'internet est de 1,6 million, soit 1,3 million d'abonnés à Algérie Télécom (ADSL) et environ 300 000 autres au réseau internet via le mobile, a-t-il relevé.

Selon le ministre des TIC, les usagers de l'internet (11 millions) sont représentés par les abonnés à l'ADSL, les ménages et d'autres catégories sociales se connectant par le biais des réseaux d'entreprises ou des institutions (santé, l'enseignement supérieur et l'éducation nationale). Moussa Benhamadi estime, par ailleurs, que «l'Algérie figure parmi les pays où la connexion à l'internet est la moins chère du fait de la gratuité de l'accès illimité à tous les services, lesquels sont payants dans d'autres pays». Cependant, cet accès illimité et non facturé au volume entraîne «des goulots d'étranglement» sur le réseau internet, ce qui explique la lenteur du débit de la connexion, a-t-il dit.

Le ministre a assuré que la qualité de la connexion s'améliorera progressivement à la faveur de la généralisation du raccordement par fibre optique, en remplacement des câbles en cuivre. Concernant la téléphonie mobile de troisième génération (3G), Moussa Benhamadi indique que la tarification ne sera pas identique à celle de l'ADSL, laquelle est à un prix fixe en illimité. Ainsi, «des packs seront proposés aux abonnés à différents prix et en fonction du volume de la connexion», indique-t-il.

C. B.